

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
<b>80</b>	<b>64</b>	<b>12</b>

N° de séance : 28

Objet de la délibération : Conditions  
d'octroi des titres restaurant

**N° d'enregistrement : CC.2022.049**

Date de convocation :  
**15 mars 2022**

Date d'affichage

**06 AVR. 2022**

Date de réception en s/Préfecture

**30 MARS 2022**

Le Président certifie sous sa  
responsabilité le caractère exécutoire  
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet  
d'un recours devant le Tribunal  
Administratif de Nice dans un délai de  
deux mois à compter de sa notification  
ou de sa publication, soit par voie  
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039  
06050 Nice Cedex 1, soit par voie  
électronique à partir de l'application «  
Télérécours citoyens » accessible sur le  
site de téléprocédures  
<http://www.telerecours.fr/>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 21 mars 2022**

L'an deux mil vingt-deux et le 21 mars 2022 à 16H00, le Conseil  
Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,  
régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles  
L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités  
Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré -  
Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de mars,  
sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté  
d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Jean-Pierre DERMIT, Jean-  
Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel  
DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI,  
Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert  
HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul  
ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle  
MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique  
GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS,  
Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER,  
Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Marie  
ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY,  
Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA,  
Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS,  
Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Marc BORIOSI, Marie  
OZENDA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric  
BOURGON, Céline LAMBIN, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

**PROCURATIONS :**

Joseph CESARO à Elisabeth DEBORDE, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Marie-  
Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, François ZEMA à Aline ABRAVANEL,  
Serge AMAR à Eric DUPLAY, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Olivia  
LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Hassan EL JAZOULI à Yves DAHAN,  
Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Marion MUSSO à Catherine LANZA,  
Alain BERNARD à Alexia MISSANA, Xavier WIIK à Delphine CAROSI

**ABSENTS :**

Christophe ETORE, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres  
en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du  
Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été  
désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur POMA,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code du Travail ;

VU le Code Général des impôts ;

VU le décret n°2007-1461 du 12 octobre 2007 concernant les titres restaurants ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant sur les droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et, notamment, son article 88-1 ;

VU les crédits figurant au Budget de l'année 2022 ;

VU l'avis favorable du Comité technique du 28 février 2022 ;

Par délibération en date du 24 juin 2002, le conseil communautaire a autorisé la mise en place des titres restaurant pour les agents communautaires. Cette mesure répond à une préoccupation sociale visant à aménager et améliorer les conditions de travail des agents par une participation de la communauté d'agglomération à la restauration.

En effet, le titre restaurant est un titre spécial de paiement remis par l'employeur aux salariés pour leur permettre d'acquitter en tout ou partie le prix du repas consommé au restaurant ou acheté chez un détaillant en fruits et légumes.

Ce titre est obligatoirement cofinancé par l'employeur et le salarié.

Par délibération en date du 16 décembre 2016, la CASA a acté sa participation, au 1<sup>er</sup> janvier 2017, à hauteur de quatre euros du montant du titre pour les agents dont l'indice majoré de rémunération est inférieur ou égal à 344.

La participation de la CASA pour les agents au-dessus de cet indice est de trois euros et cinquante centimes.

Dans le cadre de la modification des échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, les indices de rémunération (IM) sont réévalués. Aussi, afin de prendre en compte les nouvelles situations de ces derniers et maintenir un niveau de prise en charge supérieur pour les rémunérations les plus basses, il convient de relever l'indice majoré à 365 au lieu de 344.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de réévaluer le niveau de ressources ouvrant droit à cette répartition en fixant le seuil de l'indice majoré de rémunération à 365 au lieu de 344, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE** de réévaluer le niveau de ressources ouvrant droit à cette répartition en fixant le seuil de l'indice majoré de rémunération à 365 au lieu de 344, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 21 MARS 2022  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**Acte à classer****CC\_2022\_049**

1	2	3	4
En préparation	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

Identifiant FAST : ASCL\_1\_2022-03-30T16-41-48.00 ( MI236544824 )

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220321-CC\_2022\_049-DE ( Voir l'accusé de réception associé )

Objet de l'acte : Conditions d'octroi des titres restaurant

Date de décision : 21/03/2022



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 4. Fonction publique  
4.1. Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.Acte : 99 DE-006-240600585-20220321-  
CC 2022 049-DE-1-1 1.PDF

Multicanal : Non

Groupe émetteur de l'acte : TOUS

Classer

Annuler

Préparé

Date 30/03/22 à 16:41

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Transmis

Date 30/03/22 à 16:41

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Accusé de réception

Date 30/03/22 à 16:53